



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des
Services

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**Projet de schéma
de mutualisation -
État d'avancement**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

REPRÉSENTÉ(S) :

Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S) :

CERET Stéphan

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Transmis le : 22 DEC 2014

Affiché le 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Après des contentieux communautaires, la Commission européenne assimilant les conventions intercommunales de mise à disposition à des marchés publics de services et afin de prévenir ce risque d'assimilation, la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de Réforme des Collectivités Territoriales prévoit d'encadrer l'exercice dans le cadre d'un schéma intercommunal de mutualisation des services.

Ainsi, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale doivent établir dans l'année qui suit le renouvellement général des conseils municipaux, un rapport comportant un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat.

Le loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a créé quant à elle un coefficient de mutualisation des services, indicateur de pondération de la dotation globale de fonctionnement perçue par les communes et l'EPCI dont les modalités de mise en œuvre doivent être précisées par décret.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est inscrite dans la démarche d'élaboration d'un projet de schéma de mutualisation des services avec ses communes membres. Celle ci a été initiée en février 2014 dans le cadre d'un groupe de travail transversal portant sur la mutualisation des services / Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences et réunissant des techniciens de l'Agglomération. La synthèse des travaux a été présentée au Bureau communautaire du 07 juillet 2014 et un premier diagnostic a été fait durant l'été auprès des communes.

Dans le cadre de la méthodologie retenue, sous forme de mode projet, un comité technique composé des directeurs généraux des services des communes et de la CAD a été constitué et s'est réuni tous les 15 jours de septembre à novembre 2014. le comité de pilotage, composé des membres du Bureau communautaire étant régulièrement informé de l'avancée des travaux. Ainsi, un diagnostic a été posé et en fonction des retours des communes, de grandes thématiques réunissant un consensus ont été dégagées :

- ressources humaines,
- finances,
- affaires juridiques / commande publique,
- urbanisme,
- informatique,
- services techniques,
- environnement / développement durable,
- sécurité et cohésion sociale

et seront déclinées sous forme d'un catalogue d'offres de service :

Le cadre de référence partagé entre les communes et la CAD, ainsi que les modalités de gouvernance seront formalisés dans une charte de mutualisation et portent sur :

- la réactivité, la qualité du service rendu aux usagers.
- La proximité, l'accessibilité des services.
- La solidarité et l'égalité entre les collectivités.
- La valorisation des compétences et ressources, efficience à court, moyen et long terme.
- La rationalisation des dépenses publiques (éviter les doublons, susciter les synergies et économies d'échelle, maîtriser les dépenses et si possible les réduire, mesurer les incidences, les bénéfices et retours sur investissement).

Ce projet de schéma de mutualisation des services entre les communes et la CAD s'inscrit dans un processus évolutif et à géométrie variable.

Il sera le reflet, outre le diagnostic, de la volonté manifeste des communes de s'y engager et de la CAD d'en assurer le portage, la cohérence et l'animation avec implication de chacun, répartition des charges, bénéfices partagés.

Chacun sera ainsi appelé à s'inscrire dans tel ou tel service mutualisé, proposé dans le catalogue

conjointement élaboré, selon des modalités définies et avec des principes établis de rationalisation, de qualité de service d'économies d'échelle, de maîtrise des coûts et de réduction des dépenses.

La recherche du maintien d'un service public local de qualité, malgré les contraintes économiques et budgétaires, et de sa maîtrise avec recherche de réduction des coûts est bien l'objectif primordial de ce dispositif qui rapproche les collectivités tout en garantissant à chacun de rester maître de ses décisions, obligations, interventions et prérogatives.

En conséquence et après avis de la commission mixte modernisation de l'action publique et administration générale réunie le 3 décembre 2014, il est proposé au Conseil d'agglomération :

- de se prononcer sur l'état d'avancement du projet de mutualisation des services entre la CAD et ses communes membres qui seront, de la même manière, saisies, à terme, pour avis en la matière, conformément aux dispositions légales,
- d'autoriser la poursuite des travaux en cours sur le schéma de mutualisation qui permettront l'élaboration du projet de schéma avant le 31 mars 2015.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 60 voix pour
2 abstention(s) :

BOUZEREAU Gilbert, MARY-BOUZEREAU Sandrine
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.